

**Avis n° 03-1070**  
**de l'Autorité de régulation des télécommunications**  
**en date du 2 octobre 2003**  
**sur la décision tarifaire n° 2003088 de France Télécom**  
**relative à l'évolution de la tarification de la Sélection Permanente d'Appels Locaux**

L'Autorité de régulation des télécommunications,

Vu la directive 02/22/CE du 7 mars 2002 concernant le service universel et les droits des utilisateurs au regard des réseaux et services de communications électroniques (directive « service universel ») ;

Vu la directive 98/10/CE du 26 février 1998 concernant l'application de la fourniture d'un réseau ouvert (ONP) à la téléphonie vocale et l'établissement d'un service universel des télécommunications dans un environnement concurrentiel ;

Vu le code des postes et télécommunications, et notamment les articles L.34-1-1 et L.36-7 ;

Vu l'article 17 du cahier des charges de France Télécom approuvé par le décret n° 96-1225 du 27 décembre 1996 ;

Vu la demande d'avis de France Télécom, reçue le 8 septembre 2003 ;

Après en avoir délibéré le 2 octobre 2003 ;

**L'objet de la décision tarifaire**

**1.1 Le contexte**

Les services d'interdictions sélectives des appels sortants de France Télécom permettent de restreindre l'usage de sa ligne téléphonique en interdisant certaines communications ; cette restriction qui ne concerne que les appels sortants, peut être fixe, c'est à dire permanente, ou modulable et dans ce cas modifiable par l'abonné lui-même.

***Le service d'interdictions sélectives fixes des appels sortants***

Le service d'interdictions sélectives fixes ne permet de restreindre les appels qu'aux seules communications locales, locales ou de voisinage, et nationales. La tarification est la suivante :

« Sélection Permanente d'Appels Locaux », facilité qui n'autorise que les appels locaux : 15,12 € TTC lors de la mise en service ;

« Sélection Permanente d'Appels Régionaux », facilité qui n'autorise que les appels régionaux : 2,25 € TTC par mois ;

« Sélection Permanente d'Appels Nationaux », facilité qui n'autorise que les appels nationaux : 2,25 € TTC par mois.

La souscription au service autorise la sélection d'un opérateur tiers pour toutes les destinations, à l'exception des services à revenus partagés accessibles par 089X XX XX XX.

### ***Le service d'interdictions sélectives modulables***

Le service d'interdictions sélectives modulables permet de restreindre l'émission des communications à partir de l'installation du client (ligne analogique uniquement), en programmant soit-même à tout moment une option de restriction<sup>1</sup> souhaitée pour les appels sortants. L'abonnement au service est gratuit.

## **1.2 La proposition de France Télécom**

La présente décision tarifaire a pour objet, en France métropolitaine et dans les départements et collectivités territoriales d'Outre-mer, la modification de la tarification de l'interdiction sélective fixe des appels non locaux dénommé par France Télécom « Sélection d'Appels Locaux ».

Elle se traduit par la suppression des frais de mise en service et la création d'un abonnement mensuel, dont le montant en métropole est fixé à 2,25 € TTC.

La durée minimale de souscription de cette facilité est désormais de six mois.

Selon France Télécom, cette nouvelle structure tarifaire répond à deux considérations : simplifier et homogénéiser l'offre du fixe en harmonisant la structure tarifaire de tous les services réseaux ; unifier la gamme de l'interdiction sélective des appels.

### **L'analyse de l'Autorité**

Le service d'interdiction sélective permanente des appels non locaux, permet à l'abonné de n'autoriser de façon sélective que les appels locaux et d'interdire certains types appels (tels les appels dont le tarif dépasse celui d'une communication locale<sup>2</sup>).

Selon les informations fournies par France Télécom, moins de 2% des clients susceptibles de souscrire à la « Sélection d'Appels Locaux » ont adhéré à cette offre.

L'Autorité note que les interdictions permanentes d'appels (Local, Régional et National) sont désormais facturés au même prix, soit en métropole 2,25 € TTC par mois.

France Télécom évalue l'effet de cette mesure, sur la période 2004-2006, à près de 10 millions d'euros, avec en corollaire, du fait du passage à une nouvelle structure tarifaire, une diminution du parc actuel de clients ayant souscrits à cette option.

---

<sup>1</sup> En fonction de l'option de restriction choisie, un ensemble de types d'appels (indicatifs, services) est autorisé.

<sup>2</sup> A communication locale s'entend d'une communication échangée à l'intérieur d'une même circonscription tarifaire ou entre circonscriptions tarifaires limitrophes.

## ***L'effet sur les consommateurs***

L'Autorité a mesuré les effets de l'évolution de la tarification de l'interdiction sélective permanente des appels non locaux sur les consommateurs. Sur la base d'une durée de souscription de six mois, l'évolution de la tarification se traduit par une baisse tarifaire pour tout nouvel utilisateur (passage de 15,12 € TTC à 13,5 € TTC) ; sur une durée de souscription plus longue cette mesure a des effets de hausse tarifaire. En outre, les clients qui ont déjà souscrit à l'offre « Sélection Permanente d'Appels Locaux » au moment du changement de tarif et qui souhaitent garder cette offre devront également s'acquitter du montant de l'abonnement.

Elle note que dans le cadre de cette évolution de la structure de tarification de l'interdiction sélective permanente d'Appels non locaux, les catégories de personnes visées à l'article R 20-34 du code des postes et télécommunications bénéficient de la gratuité de l'abonnement mensuel.

France Télécom s'engage à ce que les clients qui ont déjà souscrit à cette offre puissent la résilier au moment du changement de tarif, sans qu'il ne leur soit fait application d'une durée minimum de souscription de six mois.

## ***Sur la modification de la tarification d'un complément de service qui permet à l'abonné de filtrer des appels sortants***

L'Autorité s'est prononcée défavorablement<sup>3</sup> en janvier 2003 sur une décision tarifaire ayant pour objet la modification de la tarification du service d'interdictions sélectives modulables des appels sortants dénommé par France Télécom « l'Accès Sélectif Modulable ».

Elle note que le nouveau cadre réglementaire européen des nouvelles directives communautaires récemment adoptées, dont la directive 02/22/CE du 7 mars 2002 concernant le service universel et les droits des utilisateurs au regard des réseaux et services de communications électroniques (directive « service universel ») sera transposé dans le droit français des communications électroniques.

Actuellement, dans le cadre des services de télécommunications fournis au public, le service d'interdiction sélective des appels sortants est contenu dans l'offre de services avancés de téléphonie vocale telle que définie au 4° de l'article L.34-1-1 du code des postes et télécommunications. Ces services avancés de téléphonie vocale font partie des services obligatoires que doit fournir France Télécom sur l'ensemble du territoire.

Dans ce contexte, l'Autorité rappelle l'évolution apportée par le nouveau cadre réglementaire. Ainsi, le deuxième alinéa de l'article 10 de la directive « service universel » mentionne : « *Les Etats membres veillent à ce que les entreprises désignées assument des obligations au titre des articles 4, 5, 6 et 7 et de l'article 9, paragraphe 2, fournissent les compléments de services avancés et services spécifiques énumérés dans l'annexe I, partie A<sup>4</sup>, de manière à ce que les abonnés puissent surveiller et maîtriser leurs dépenses et éviter une interruption du service.* »

---

<sup>3</sup> Avis n° 03-68

<sup>4</sup> Services et compléments de services visés à l'article 10 de la directive « service universel »

La partie A de l'annexe I précise ces services : Facturation détaillée, Système de prépaiement, Paiement échelonné des frais de raccordement, Factures impayées et Interdiction sélective des appels sortants, à titre gratuit : « *C'est à dire le complément de services gratuit permettant à l'abonné qui en fait la demande au fournisseur de service téléphonique de filtrer des messages sortants d'un type particulier ou destinés à certaines catégories de numéros d'appel.* »

En l'état, l'analyse de l'Autorité, dans l'attente de la transposition de la directive susvisée, est que ce filtrage des messages sortants d'un type particulier est assimilable au filtrage de certaines catégories d'appels de type appel local, appel régional, appel national, appel télématique (Audiote ou Télétel), appel international ou appel fixe vers mobile.

Aussi, l'Autorité souhaite que, tant que le nouveau cadre réglementaire n'aura pas été transposé, France Télécom maintienne son dispositif tarifaire actuel dans le cadre des accès sélectifs fixes ou modulables, ceci au regard de la répartition du parc des clients par moitié entre les services d'accès sélectifs fixes et ceux d'accès sélectifs modulables.

Dès lors que la transposition aura été achevée et notamment en ce qui concerne la directive « service universel », elle demande que France Télécom lui transmette une nouvelle décision tarifaire prenant en compte le nouveau cadre réglementaire.

## **Conclusion**

Compte tenu des observations précédentes, en l'état, l'Autorité ne peut se prononcer favorablement sur la décision tarifaire n° 2003088 de France Télécom.

Le présent avis sera transmis d'une part au ministre de l'économie, des finances et de l'industrie et à la ministre déléguée à l'industrie, et d'autre part transmis pour information à France Télécom. Il sera mentionné au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 2 octobre 2003

Le Président

Paul Champsaur